PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 24 janvier 1998

Sommaire

Le président (Alain Claeys)..... 1
François Hollande..... 2
Jean-Pierre Bel 8
Marie-Noëlle Lienemann 10
Marie-Lise Lebranchu 14
Emmanuel Morel..... 17
Gaëtan Gorce..... 19
Georges Pau-Langevin 22
Pascale Le Néouannic 23
Gilles Catoire..... 24
François Rebsamen..... 26

La séance est ouverte sous la présidence de Alain Claeys.

Le président (Alain Claeys)

Chers camarades, nous savons que l'on vous fait passer un week-end pratiquement "non stop", mais si vous voulez bien vous asseoir nous allons pouvoir commencer.

Le Premier Ministre va venir nous rejoindre dans un instant.

Je voudrais très rapidement, avant que François ne prenne la parole, vous dire le déroulement de ce week-end qui a commencé ce matin.

Ce matin, nous avons vu les Premiers secrétaires fédéraux, pour faire un débat de politique générale avec eux. Alain Bergougnioux leur a présenté notre campagne de communication dans le cadre des élections régionales. Jean-Pierre Bel, François Rebsamen, Jean-Christophe Cambadélis, ont fait le point sur l'accord que nous avons conclu avec nos partenaires jeudi dernier. Un débat s'en est suivi où un certain nombre de Fédérations sont intervenues.

Cet après-midi, nous sommes donc dans la configuration du Conseil national...

Je voudrais, en votre nom, accueillir Lionel Jospin.

(Applaudissements)

Bienvenue à toi, Lionel. On sait que tu as eu une semaine chargée. Tu nous retrouveras demain à la réunion des Secrétaires de sections.

Cet après-midi, au niveau du Conseil national, après l'intervention de François, nous aurons un débat de politique générale et nous aurons à ratifier à la fois l'accord que nous avons passé avec nos partenaires sur le texte qui sera distribué demain et qui a été distribué tout à l'heure aux Premiers Secrétaires fédéraux, et bien entendu l'accord général sur nos listes.

Demain matin, nous réunirons l'ensemble des Secrétaires de sections, ici même, avec les têtes de listes aux Régionales, et la matinée sera consacrée au débat qui va nous occuper dans les jours qui viennent et qui commence à l'Assemblée

Fondation Jean-Jaurès

nationale le 27 janvier pour se conclure le 10 février par un vote solennel sur la réduction du temps de travail. François interviendra, Lionel interviendra en fin de matinée et, dans la matinée, il y aura un débat autour de Martine Aubry.
L'après-midi, j'y insiste, nous verrons l'ensemble des aspects matériels de communication et tout ce qui peut concerner nos candidats aux élections régionales et cantonales. Cette partie sera animée en particulier par Alain Bergougnioux, Jean-Christophe Cambadélis, et Marisol Touraine sera là aussi pour vous parler des initiatives que le Parti Socialiste a commencé à prendre dès cette semaine, vu la loi contre les exclusions qui sera présentée par le gouvernement dès le début mars. Je tiens à vous dire que dès mercredi dernier nous avons reçu au siège du Parti Socialiste l'ensemble des associations de chômeurs. Un débat s'est engagé avec eux et toute une série de rencontres vont avoir lieu dans les semaines qui viennent, en relation avec le groupe parlementaire, dans le cadre de la préparation de cette loi.
Je crois que si les médias et télévisions veulent rentrer, c'est peut-être le moment...
.....
Ce que je vous propose au niveau du Conseil national, c'est un débat de politique générale, après l'intervention de François Hollande, puis la ratification des accords. Je pense qu'à 17 h 30 nous arrêterons nos travaux.
Je passe tout de suite la parole à François Hollande.
(Quelques applaudissements)

François Hollande

Heureusement que Lionel vient pour applaudir, parce que sinon, qui le ferait dans cette salle ?
(Rires)
Chers camarades, notre Conseil national de cet après-midi est un peu exceptionnel.
Exceptionnel d'abord car, l'après-midi, ce n'est pas généralement l'horaire pour le Conseil national.
Exceptionnel ensuite parce que ce Conseil national suit une réunion des Premiers Secrétaires fédéraux, une réunion de la Conférence de la FNESER, et précède une mobilisation, comme nous en avons maintenant une fois par an, des Secrétaires de sections, en l'occurrence sur le thème des 35 heures et sur le lancement de notre campagne des élections régionales.
Ce Conseil national, en revanche, pourra utiliser les formes traditionnelles du débat à la fois sur la situation politique et sur (et c'est toujours un ravissement au sein du Parti Socialiste) nos accords électoraux.
Néanmoins, ce Conseil national s'inscrit dans un contexte marqué, au plan social, par la résurgence de l'angoisse du chômage et, au plan politique, par la préparation des élections régionales et cantonales, qui justifient, je le crois, une mobilisation de notre Parti exceptionnelle.
Au plan social, qui pourrait véritablement s'étonner que le chômage finisse par produire des mouvements comme nous en connaissons aujourd'hui ? L'étonnant, le surprenant, est plutôt que ces mouvements ne soient pas apparus

plus tôt, plus fort, et plus violemment ! Quand on est dans un pays qui connaît, depuis à peu près dix ans, un taux de chômage supérieur à 10% de la population active, dans un pays qui connaît depuis quatre ans une augmentation continue du chômage de longue durée, dans un pays qui a subi depuis quatre ans encore une dégressivité des systèmes d'indemnisation aux chômeurs de longue durée, on se demande comment de tels mouvements ne se sont pas produits plus tôt !

Néanmoins, ces mouvements doivent être analysés pour ce qu'ils sont. Et nous, au Parti Socialiste, nous avons toujours reconnu que ce mouvement ne nous gênait pas au sens où il faisait écho à une revendication majeure de ce pays qui est le droit à l'emploi, que ce mouvement ne nous gênait pas à condition qu'il prenne les formes et les cibles qui nous paraissaient convenir. Les formes, cela suppose les manifestations, cela exige quelquefois l'expression forte de revendications. Cela n'implique pas nécessairement des occupations et je dirai surtout des occupations de nos sièges politiques.

A cet égard, je dois dire que plusieurs de nos fédérations ont été occupées ces derniers jours, certaines le sont encore, que notre siège a fait l'objet d'un même traitement, et je ne suis pas sûr que derrière ces occupations, se trouvent beaucoup d'organisations ou d'associations de chômeurs.

Il n'empêche, je pense que nous devons très fortement dire que nous condamnons ce type d'action, que nous devons procéder aux évacuations qui sont nécessaires là où ces formes d'occupation se prolongent. Nous devons dire aussi que les cibles par ces organisations ou par ces groupes paraissent particulièrement mal choisies.

Pourquoi venir chez les Socialistes, et les associations de chômeurs l'ont également exprimé, qui ont tout de suite engagé le dialogue, qui ont été les premières souvent à faire place aux organisations de chômeurs, pourquoi venir chez les Socialistes qui se sont battus toujours pour combattre le chômage, qui aujourd'hui sont à l'initiative des 35 heures pour créer des emplois, pourquoi venir ici et pas ailleurs ?

Ailleurs, cela ne veut pas dire qu'on désignerait nous-mêmes d'autres cibles, d'autres lieux ou d'autres sièges. Mais que chacun dans ces mouvements ou dans ces organisations ou dans ces groupes mesure bien qui est derrière les chômeurs et qui aujourd'hui s'oppose à leurs revendications.

Deuxièmement, nous sommes en face d'un mouvement qui a certes une ampleur limitée, qui est d'ailleurs en train de décroître, mais qui évoque un phénomène de grande ampleur, qui est celui du chômage de longue durée.

Par rapport à ces détresses et à ces angoisses, le Parti Socialiste a immédiatement exprimé sa solidarité à l'égard des chômeurs et des chômeurs de longue durée. Nous l'avons fait dès le début de l'année. Nous avons souhaité qu'un dispositif d'urgence puisse être mis en place rapidement, ce que le gouvernement a fait dès le début du mois de janvier.

Ce dispositif d'urgence permettait, mieux qu'une augmentation générale d'allocations, mieux même qu'une prime de fin d'année, qui était pourtant la revendication demandée par certaines organisations qui avaient pris l'initiative de ce mouvement, de répondre plus personnellement, plus directement, aux détresses que toute autre proposition.

Ensuite, nous avons plusieurs fois souhaité qu'il puisse y avoir, sur certaines allocations, sur certains minima sociaux, une réflexion pour que la cohérence soit plus forte et surtout pour que le rattrapage d'une allocation, et notamment l'allocation spécifique de solidarité, puisse être engagée. Il faut savoir, nous l'avons dit dans ces derniers jours et ces dernières semaines, que l'allocation spécifique de solidarité pour les chômeurs de longue durée avait été bloquée pendant quatre ans par la majorité précédente, que beaucoup de minima sociaux n'avaient plus été indexés par rapport au coût de la vie, et avaient perdu du pouvoir d'achat. Nous avons souligné, comme il convenait, les efforts que Lionel Jospin a voulu engager, mercredi soir, pour justement rattraper les pertes de pouvoir d'achat de l'allocation spécifique de solidarité et indexer désormais les minima par rapport au coût de la vie.

Enfin, nous avons plusieurs fois, et nous le ferons sans doute encore aujourd'hui, évoqué pour nous la grande réforme qui doit être celle de l'indemnisation du chômage.

Nous considérons que plutôt que de verser des dépenses d'allocation de solidarité indispensables, d'indemnisation, il faut allouer des dépenses pour l'insertion, pour l'activité et pour l'emploi.

Tout au long de la campagne électorale de 1997 pour les élections législatives, nous avons sans cesse rappelé cette évidence. Mieux vaut dépenser pour réinsérer, pour former, pour qualifier, pour rendre actifs un certain nombre de chômeurs de longue durée, plutôt que de faire de l'assistance, certes répondre aux détresses individuelles, mais surtout répondre à des situations d'attente qui ne pouvaient plus être tolérées.

Pendant les jours qui viennent de s'écouler, le Parti Socialiste a joué son rôle. Son rôle devait être de dialoguer. Il a dialogué. Comme le disait Alain Claeys, pas plus tard que mercredi dernier nous avons reçu à notre siège les associations de chômeurs.

Notre rôle était aussi de proposer, nous l'avons fait et le gouvernement, pour une grande part, nous a entendus.

Et notre rôle consiste aujourd'hui à mener la bataille sur les 35 heures, car nous voulons que ce mouvement sorte positivement, nous voulons que le pays se mobilise sur l'emploi et pas simplement l'aide à la détresse.

Nous voulons que les 35 heures soient utilisées par nous et par la société dans son ensemble comme un levier pour créer des emplois.

A cet égard, nous voulons demain lancer la grande mobilisation des Socialistes sur les 35 heures parce que c'est la seule façon de répondre aux questions qui ont été soulevées durant ces derniers jours et ces dernières semaines.

J'en arrive maintenant à la situation politique.

Nous devons préparer les élections régionales et cantonales ou plus exactement nous devons lancer la campagne des élections régionales et cantonales.

Dans un peine un mois et demi, nous avons rendez-vous avec le pays. Tous les Français, une bonne part je l'espère, voteront le 15 mars.

Cette élection constitue donc un double enjeu : un enjeu local, et chacun ici peut savoir de quoi il retourne compte tenu de la situation de chacun des départements ; un enjeu local aussi parce que nous devons assurer la victoire

dans beaucoup de régions, équilibrer le rapport de forces dans les décentralisations d'aujourd'hui.
Mais c'est un enjeu national aussi parce que, on le sait, le soir du 15 mars, on appréciera le rapport de forces Gauche-Droite à l'aune de nos propres résultats.
Il s'agit donc à la fois de rééquilibrer notre influx en politique dans les régions et départements, et en même temps de répondre au test national que l'opposition entend fixer à travers ce scrutin.
Nous voulons faire des 35 heures un élément de la confrontation parce que nous estimons qu'il y a là un clivage fondamental entre la Droite et la Gauche. Pour le résumer, nous nous proposons de réduire la durée du travail pour créer des emplois.
Réduire la durée du travail pour créer des emplois.
La Droite, qui se confond d'ailleurs avec le patronat dans cette entreprise, entend réduire le droit du travail pour créer le plus souvent de la précarité.
Durée du travail contre droit du travail.
Il s'agit là d'un clivage essentiel qui oppose les Socialistes et les libéraux.
Si on va dans le sens proposé par nous, alors nous pouvons avoir et une meilleure organisation du travail, et du temps libéré, et des créations d'emplois.
Si on va dans le sens proposé par le patronat et par la Droite, alors on est sûr que ce sera toujours le droit du travail qui sera la cible, et la précarité qui sera le résultat.
D'ailleurs, cette logique de la Droite et du patronat a été résumée crûment par le président du CNPF qui a dit : "Nous n'avons plus à nous préoccuper de l'infirmerie, nous sommes une armée en bataille, nous menons le combat de la compétitivité, et tant pis s'il y a des blessés et des morts, la solidarité nationale jouera son jeu !"
Cette conception de l'économie, d'une économie où les entreprises n'auraient plus à créer d'emplois, mais à assurer simplement les richesses et la compétition, une société où ce serait à l'État et aux organismes sociaux de jouer les voitures-balais, est en fait une conception à la fois socialement condamnable, mais aussi économiquement inacceptable.
Car même dans cette philosophie, les entreprises ne peuvent pas demander moins de charges, moins d'impôts, si dans le même temps avec les dégâts de leurs propres progrès, de leur compétitivité, de leur productivité, c'est l'État et les organismes sociaux qui doivent assurer l'essentiel de la solidarité.
Dans cette conception-là, il ne peut pas y avoir d'entreprises d'ailleurs compétitives si, au bout du compte, l'homme, le salarié, le travailleur, demain peut-être le chômeur, ne sont pas directement couverts par une responsabilité collective dans laquelle l'entreprise joue aussi son rôle.
Au plan politique, la Droite a choisi, à mon sens, sur la question des 35 heures, le mauvais terrain car elle le fait avec la conscience qu'elle peut nous mettre en contradiction avec nous-mêmes alors qu'elle va afficher sa confusion avec les thèmes de la Droite, son conservatisme social, et même sa cécité économique.
J'ai été extrêmement surpris d'entendre Philippe Séguin à la télévision répondant à Lionel Jospin, dire qu'il lui paraissait que la création d'emplois était de la non responsabilité de l'entreprise. Je le cite : il s'est inscrit en faux contre

l'idée d'une responsabilité des entreprises dans le chômage, comme si, en définitive, l'entreprise était exonérée de toute responsabilité dans la création de richesses, pour créer éventuellement de l'emploi, allant même jusqu'à remettre en cause le thème de l'entreprise citoyenne conçue pour Philippe Séguin comme de la rigolade, c'est-à-dire allant même plus loin qu'une partie du patronat français, que des chefs d'entreprises qui reconnaissent malgré tout qu'au-delà de la richesse, il y a aussi la société elle-même.

Oui, nous aurons dans cette compétition électorale à évoquer bien évidemment le bilan du Gouvernement, bien évidemment nos programmes d'action au plan départemental et au plan régional, mais aussi le clivage fondamental sur la question de l'emploi. A cet égard, je pense que la stratégie électorale que nous avons choisie est la bonne.

Il est vrai que nous pouvions nous poser la question au mois de juin ou juillet, après notre victoire aux élections législatives, de savoir si pour les élections régionales, nous partions seuls ou si nous recherchions le rassemblement à travers les listes d'union.

En privilégiant la seconde option et en faisant le choix du rassemblement, nous avons eu raison. Nous avons eu raison parce que -les événements récents le prouvent- cette majorité a besoin de se retrouver sur l'essentiel : l'action du Gouvernement, mais aussi le futur : que faisons-nous ? Que voulons-nous faire ensemble ? Et si chacun était parti sous sa bannière avec ses couleurs, ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui, la surenchère serait peut-être encore plus sérieuse qu'elle ne l'est aujourd'hui, que la pression ne passerait pas simplement par l'utilisation de telle ou telle organisation pour pousser plus fort telle ou telle revendication, mais aussi par l'interpellation du corps électoral, comme pour faire pression aussi sur nous et sur le Gouvernement, à travers les élections régionales.

Nous nous serions retrouvés avec beaucoup d'adversaires et peu d'alliés.

Nous avons donc eu raison, la Direction a eu raison et le Conseil national a eu raison de fixer le cap et de se mettre en situation de rassembler le plus grand nombre sur nos listes.

Nous gagnerons ensemble ou nous perdrons ensemble. Tel est l'en jeu des élections.

Je sais bien ce que cette stratégie peut avoir de complications à l'échelle de chaque fédération ; c'est déjà tellement difficile de faire des listes socialo-Socialistes, que de faire en plus des listes avec des partenaires souvent exigeants, qui ne représentent pas toujours ce qu'ils disent représenter, qui parfois sont identifiés à des personnes qui ont été par moment chez nous, et qui pourraient revenir mais qui préfèrent faire chambre à part pour le moment.

Je sais bien ce que cela peut représenter de lourdeurs, de débats internes, combien pour certains camarades qui pouvaient prétendre à figurer sur la liste honorablement, il est difficile de céder la place et on peut se de. Pourtant, dans la plupart des fédérations, vous avez mené à bien ces dialogues, ces contacts et ces discussions.

S'il a été possible jeudi dernier de réaliser l'accord avec l'ensemble de nos partenaires sur finalement une configuration variable selon les départements et

les régions, c'est grâce, bien sûr, au travail de la Direction et en premier lieu, à Jean-Pierre Bel et Jean-Christophe Cambadélis, mais aussi au travail que vous avez mené, fédération par fédération, pour qu'au niveau régional, nous puissions présenter des dispositifs cohérents.
La condition du succès aujourd'hui est d'arriver grâce à ces listes d'union en tête dans la plupart des départements. C'est cela l'objectif, mais cela ne sera pas vrai partout.
Il est possible aujourd'hui, compte tenu des divisions de la Droite, d'arriver en tête dans la plupart des départements, le soir du 15 mars, ce qui sera psychologiquement et politiquement déterminant dans beaucoup de départements.
Par ailleurs, grâce au rassemblement, nous aurons gagné plus de sièges collectivement, donc gagné plus de régions.
Je sais bien qu'il ne faut pas se donner d'objectif trop ambitieux, mais je ne voudrais pas à travers cet appel constant au réalisme, laisser penser que l'on n'en gagnera que peu.
Comme nous sommes dans un cadre de Conseil national, je peux vous dire quel doit être le bon niveau de notre ambition : quatre ou cinq régions sont de l'ordre du possible, supplémentaires par rapport aux deux actuelles et tout ce qui viendra en plus sera bien sûr bienvenu, mais dépend beaucoup de la configuration des listes à Droite comme à Gauche.
Je sais aussi que grâce à cet accord, le gouvernement et la majorité pourront travailler avec une majorité solide où, certes, quelques voix se feront toujours entendre, certaines étant d'un naturel bavard, mais que pour l'essentiel, au niveau de la solidarité du gouvernement, de la majorité parlementaire, nous avons créé les conditions de la cohérence et nous en trouverons l'illustration au moment du débat sur les 35 heures.
Enfin, j'en termine avec le rôle de notre Parti.
Nous avons trois fonctions dans cette période.
Premièrement, l'explication : c'est à nous de répondre aux émotions, aux passions, aux exaspérations, aux impatiences, de fournir d'abord à nos militants mais aussi à nos électeurs et à la population, un discours de raison, un discours d'espoir, un discours de cohérence, dans un monde qui ne l'est pas nécessairement.
Deuxièmement, nous avons un travail de conviction à engager sans cesse ; je pense notamment aux 35 heures. Il existe un paradoxe majeur dans la population : d'un côté, lorsque les Français sont interrogés, ils reconnaissent que les 35 heures sont plutôt une bonne réforme, mais dès lors qu'on leur demande si cela va créer de l'emploi, le doute et le scepticisme, voire même la suspicion, se lèvent.
A cet égard, nous devons démontrer et nous le ferons inlassablement dans les prochains jours et les prochaines semaines, que les 35 heures , ce n'est pas simplement du temps libéré, ce n'est pas simplement un progrès social, c'est aussi et surtout une méthode pour créer des emplois.

Dans cette bataille de conviction, d'explication, dans cette préparation des élections, le Parti Socialiste jouera le rôle majeur. C'est notre devoir. Cela nous donne aussi des droits.
Nous devrons entraîner d'abord les Socialistes, puis les partenaires de la majorité plurielle pour enfin entraîner les Français et permettre que le 15 mars, nous puissions sortir plus forts des échéances électorales pour que le Gouvernement de Lionel Jospin soit lui aussi renforcé par rapport à ses propres objectifs, dont le premier d'entre eux est la réussite non seulement du Gouvernement, mais de la France .
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Bel va intervenir pour faire un premier rapport et on ouvrira le débat de politique générale.

Jean-Pierre Bel

Merci, Alain.
Je vais intervenir de manière improvisée, à la suite d'une semaine qui a été particulièrement chargée, compte tenu des enjeux qui étaient devant nous.
François vient de rappeler dans quel contexte nous avons eu à travailler pour parvenir à la constitution de nos listes de rassemblement avec nos partenaires de la majorité plurielle.
Le contexte politique et la situation politique dans laquelle nous évoluons nous ont amenés, peut-être plus aujourd'hui qu'il y a quelques semaines, à être très vigilants sur cette volonté qui était la nôtre, de garder le contact avec l'ensemble de nos partenaires et d'avancer vers des listes qui les rassembleraient tous.
C'est cet été que nous avons rencontré l'ensemble des organisations de Gauche écologistes et c'est cet été qu'a été avancée l'idée de nous retrouver sur des listes communes.
Je ne vais pas répéter ce que nous avons dit à plusieurs reprises. L'exercice était particulièrement difficile, périlleux puisqu'il s'agissait cette fois non pas d'accorder quelques circonscriptions à deux partis de la majorité, mais de constituer des listes communes avec cinq partenaires dans l'ensemble des départements et dans la grande majorité des régions.
Vous le savez tous puisqu'à votre niveau, vous l'avez vécu : ces discussions, ces négociations ont été difficiles avec nos partenaires parce que l'articulation entre le niveau régional, le niveau départemental et le niveau national n'est pas évident et que nous avons senti à plusieurs reprises la tentation de certains de nos amis d'essayer d'obtenir au plan départemental ou régional ce qu'ils ne réussissaient pas à obtenir au plan national et réciproquement, de façon à obtenir le plus possible.
Ensuite, elles ont été difficiles parce que nos partenaires ont placé la barre très haut.
Je vais quand même le répéter puisque nous sommes devant les réalités aujourd'hui et il faut que vous preniez conscience du chemin qui a été fait.
Le Parti Communiste partait avec des demandes qui tournaient autour de deux cent Conseillers régionaux éligibles ; pour les Verts, c'était autour de cent trente,

Fondation Jean-Jaurès

c’est-à-dire le niveau qui était le leur en 1992. Le Mouvement des Citoyens avançait soixante demandes en position d’éligible et le Parti Radical de Gauche à peu près le même nombre.
C’était donc un cadre qui a démontré à tous ce qu’il restait à parcourir, c’est-à-dire que d’une certaine manière, ce que demandait nos partenaires, c’était d’avoir autant et peut-être plus de Conseillers éligibles que le Parti Socialiste.
Autre caractéristique : le mandat qui nous a été donné au plan national était un mandat impératif, c’est-à-dire que nous ne souhaitions pas faire l’union avec certains de nos partenaires, tout en en abandonnant d’autres.
Par ailleurs, nous voulions absolument garder jusqu’au bout le contact avec les quatre partis et organisations.
Cet exercice a donc été encore plus contraignant pour les Socialistes parce que nous avions un cahier des charges qui nous amenait à travailler et à réfléchir, et vous les premiers puisque c'est d’abord au niveau local que les discussions ont été menées, avec une grille de lecture qui n’était pas forcément la juste représentativité de chacun d’entre eux.
François vient de le souligner, c’est à juste raison que régulièrement, vous évoquez le poids respectif de tel ou tel dans vos départements, qui pourrait ne pas être compatible avec une position d’éligible, mais notre vision étant celle du rassemblement de tous, il fallait être capable de dépasser ce principe.
Partout où des accords ont pu être conclus, signés, au plan départemental ou au plan régional, nous nous en sommes félicités et lorsque la Direction nationale, au travers du travail effectué par la Commission électorale que je remercie aujourd’hui encore, et des responsables nationaux qui avaient à mener ces négociations, lorsque nous sommes intervenus, c’est naturellement dans les situations où les négociations étaient bloquées.
Au bout du compte, lorsque l’on regarde ce qui a fait l’objet de l’accord qui a pu être globalement ratifié jeudi dernier, on arrive à un résultat qui est à peu près celui là :
le Parti Communiste pourrait avoir de 130 à 140 élus, partant d’environ 115 à 120. Les Verts ont dans cet accord à peine un peu plus de 50 postes éligibles, les Radicaux, une quarantaine et le MDC, entre 20 et 25.
Concernant le Parti Socialiste, nous avons naturellement plus que l’ensemble de nos partenaires réunis.
Vous voyez donc que ce qui apparaît difficile au plan local lorsque vous examinez vos situations, à vous concrètement, dans vos départements, est quand même extrêmement positif au plan national.
Mes chers camarades, aujourd’hui , nous savons par où passe la réussite de nos accords. Nous avons identifié avec précision , et dans la plupart des fédérations, nous vous avons transmis les informations sur la manière dont doivent être constituées les listes, si nous voulons que l’accord conclu avec nos partenaires jeudi puisse tenir.
Je crois que naturellement un certain nombre de situations à la marge sont encore à évoquer, car il reste à régler des problèmes, notamment dans des endroits où nos partenaires ne sont pas tout à fait en cohérence avec les positions qu’ils nous indiquaient, mais je pense que maintenant la balle est véritablement

dans votre camp, rien ne serait pire qu'un accord électoral qui, je crois , a donné beaucoup de baume au cœur à l'électorat et aux sympathisants de gauche, rien ne serait pire que de le voir se déliter.
La formule "cela passe ou cela casse", je l'ai entendue ce matin. Je pense qu'il faut que cela passe et cela va passer, mais une fois de plus je fais appel à votre sens de la responsabilité, face aux enjeux énormes, face au contexte dans lequel nous sommes. Nous avons réussi un travail qui naturellement est contraignant, nous avons obtenu des résultats qui, je crois, vont dans le sens de l'intérêt du Parti Socialiste. Je m'en félicite et j'espère qu'à votre niveau vous saurez, vous aussi, être les vecteurs de l'union et du rassemblement.
Merci.
(Applaudissements).

Le président - J'ouvre le débat général.
J'ai pour le moment 5 intervenants et je passe tout de suite la parole à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, je me réjouis de l'alliance qui s'est nouée, de l'accord qui s'est noué avec nos partenaires, c'est une des conditions indispensables à notre progression, à la stabilité de notre majorité et je crois au rayonnement de la gauche.
Mais il est une autre condition tout aussi indispensable que l'accord politique qui est notre capacité à répondre aux exigences des couches sociales qui sont aujourd'hui ébranlées et qui font en général l'identité de la gauche. Je ne veux pas parler que des exclus, encore que, lorsque la gauche n'apparaît plus comme le porte-parole politique de ces exclus, nous avons de grands risques, et pour notre propre identité et pour l'avenir de notre pays, car nous devons nous réjouir de voir les chômeurs s'organiser collectivement avec des revendications d'intérêt général.
Dans les pays anglo-saxons , la riposte au chômage c'est l'émiettement individualisé, la réforme vaine, sans perspective, sans conscience collective, sans la volonté de transformer l'ensemble de la société, c'est le chacun pour soi, le destroy, le "no future" qui finissent par l'emporter.
Et même si l'on peut ici ou là regretter la forme du mouvement, sur le fond nous devons nous réjouir de voir que la société s'organise, avec des mots d'ordre qui ont un intérêt général.
J'ai personnellement la conviction que nous sommes toujours devant les mêmes débats et que nous risquons d'avoir les mêmes impasses que ce que nous avons vécu par le passé. Je me souviens de ces moments où nous allions à la télévision expliquer que l'état de la France était bon, que l'espoir était permis, que la croissance allait venir, que nous avions rétabli les grands équilibres, bref que la France allait bien, ou en tout cas allait de mieux en mieux, et dans le même moment les Français, eux, avaient la conviction qu'ils allaient de plus en plus mal.

Fondation Jean-Jaurès

D’où l’impression que les leaders politiques, le parti politique du gouvernement étaient sur une autre planète que celle du peuple.
Voilà des années et des années que nous exigeons des plus petits, des plus faibles, des chômeurs et des exclus tous les efforts, le gros des efforts, et qu’on leur dit “attendez, demain, cela va venir” et puis demain recule toujours un peu plus. “Attendez la croissance” et quand la croissance est là, ce n’est pas encore assez consolidé, il faut attendre, on ne sait jamais, si jamais en Asie, ici ou là, au Mexique.... demain encore vous aurez des espérances, mais toujours vous aurez des efforts à faire. C’est quand même ce qui continue à se passer. Et je ne crois pas que nous arriverons à convaincre longtemps, parce que les gens ne peuvent pas plus, et il n’y a pas simplement les chômeurs et les petits. N’importe quel élu local sait qu’un bon nombre de salariés n’arrivent pas à boucler dignement leur fin de mois et qu’à mesure que se détruisent le lien social, les conditions statutaires, les conditions objectives de vie et de ressources de nos concitoyens, monte le flot de la demande d’assistance publique complémentaire. Et inéluctablement un schéma de société se met en place.
On fait vivre l’économie avec sa logique unique. Et on vient demander à l'État ou à la société d’être le pompier de la charité collective, cela coûte de plus en plus cher, et quand cela coûte trop cher on réduit l’offre, on réduit l’aide, on finit par dire “il faut responsabiliser les plus pauvres, il faut responsabiliser les chômeurs” et petit à petit c’est le système à l’Américaine qui se met en œuvre.
Nous l’avons sous nos yeux. Est-ce que les décisions que nous avons prises sont à la hauteur de l’enjeu qui est de rompre ce cycle là ? Ma conviction c’est qu’il y a des points d’appui positifs, mais que globalement, ni le rythme, ni un certain nombre de choix fondamentaux ne sont suffisants pour que nous gagnons ce pari.
Nous avons le débat sur les 35 heures, nous l’avons déjà eu mille fois. Mais si au bout du compte, même avec 400.000 emplois créés, en l’an 2.000,et je fais partie des gens qui ont toujours cru que les 35 heures pouvaient créer des emplois, nous nous sommes toujours battus sur ce point de vue, mais nous ne gagnerons pas cette bataille si à la fin du compte on a effectivement créé des emplois mais qu’on a baissé le pouvoir d’achat des salariés et qu’on a fragilisé leur statut !
Or, le dispositif qui est aujourd’hui mis en œuvre, met dans la balance d’un côté la flexibilité, de l’autre la réduction du temps de travail et les emplois , il manque un élément, il manque des garde-fous contre cette flexibilité, vous verrez qu’il y aura des heures supplémentaires en moins, qu’ils utiliseront à fond les lois que Balladur a fait voter pour supprimer les primes, parce que je le vois concrètement dans les entreprises, où les responsables commencent à réfléchir, car ils savent qu’ils passeront aux 35 heures.
Ils sont déjà en train de réfléchir à comment ils vont jouer sur les primes, à réfléchir comment ils vont jouer sur les heures supplémentaires, sur la réorganisation et sur la flexibilité.
Quand vous regardez les conséquences pour les salariés, c’est une chute de leur pouvoir d’achat, une fragilisation de leur statut.

Ne croyez pas que les cadres supérieurs sont épargnés , car eux ils s'en moquent, il y a le système des stock options qui permet tout à fait de se mettre hors de cette négociation globale et d'assurer la rémunération des plus puissants.
Si nous ne prenons pas garde dans le débat législatif à mettre des balises fortes contre cette flexibilité, ce sera la contre partie des salariés qui aura un effet social et politique négatif , un effet négatif sur la croissance car la consommation sera touchée.
Il est indispensable de mettre dans le paquet non seulement des balises anti-flexibilité, mais des mesures fiscales qui permettent de redistribuer entre entreprises le poids de l'intervention sur ce que l'on appelle les charges sociales et que je préfère appeler les cotisations sociales car je trouve scandaleux de dépenser de l'argent public aujourd'hui pour faire de l'aide avec des baisses de charges à des entreprises qui n'en ont pas besoin, pour réduire le temps de travail, mais ces baisses de charges en plus ne seront pas suffisantes pour aider la petite PME, ou la petite entreprise artisanale qui, elle, aurait besoin d'être accompagnée.
Nous sommes en train de creuser du déficit public et on explique après aux chômeurs qu'on ne pourra pas améliorer leurs minima sociaux sous prétexte d'aider l'aide à l'emploi, alors qu'il existe un dispositif à prélèvements obligatoires fixes qui transfère une partie des charges sociales aujourd'hui des entreprises à faible main d'œuvre et à fort profit vers des entreprises qui, elles ont beaucoup de main d'œuvre et peu de profit.
C'est parce que nous ne mettons pas en œuvre assez vite une révolution fiscale et un changement fiscal que nous risquons d'être dans cet étau , il est indispensable que le gouvernement prenne rapidement des décisions. Il faut que dans le rapport de forces de la négociation sociale les salariés ne soient pas dos au mur : on crée des emplois, on réduit le temps de travail, vous devez accepter la flexibilité et des efforts.
Il y a possibilité de sortir de ces 35 heures en créant des emplois, en améliorant la justice sociale.
Le deuxième point, et je ne serai pas longue sur ce point, mais nous n'échapperons pas durablement à un débat à ce que l'on appelle la politique européenne. Je vous rappelle que lorsque nous avons présenté à nos concitoyens notre programme, nous avons dit que nous redonnerions des marges (?) européennes pour la croissance. Je n'ai pas de culture du déficit public, je pense que dans bien des cas on dépense de l'argent inutilement, et qu'il y a certainement moyen de mieux le gérer.
Mais je suis hostile à ce système des contraintes cumulées qui fait qu'on ne peut ni emprunter, ni faire du déficit, ni jouer sur le jeu monétaire, à aucun moment, car parfois il est préférable de faire du déficit, à certains moments, qui vous évite d'en faire l'année d'après, parce que vous créez un système qui vous met par exemple en état de relancer la consommation et qui va donc vous donner de la TVA, etc., ou parce que vous vous mettez dans un système où vous faites de l'investissement public qui va être porteur d'innovation technologique, donc de création d'emplois et de modernité et de croissance.

Donc il n'y a pas le culte du déficit, à ceux qui disent qu'il n'y a qu'à faire du déficit pour régler les problèmes, je dis qu'on ne peut pas se priver de cet outil à certains moments pour relancer la machine. D'ailleurs, des déficits on en aura de plus en plus pour une raison simple, c'est que nous les subissons. Ils viennent en ricochet des carences de nos politiques parce que quand il n'y a plus de croissance, il n'y a plus de TVA. Vous avez des déficits bien plus forts en Allemagne qu'en France, que ce qui avait été initialement prévu. On subit nos déficits. Nous sommes devant des contraintes qui ne pourront pas durer et ce débat, nous l'avons déjà eu et nous le poursuivrons.
Par contre, il me semble qu'il y a un point fondamental qui est celui de la redistribution fiscale, j'en ai déjà parlé, pour les entreprises, mais nous avons dit à nos concitoyens que nous relancerions la consommation, pas simplement pour relancer la croissance, mais parce que dans la croissance il y a des éléments qui dépendent de la conjoncture internationale même si on a un cadre industriel, qui doit nous garantir de continuer à progresser sur les exportations.
Nous savons bien à quel point tout cela est aléatoire en fonction de l'état monétaire du dollar, en fonction des circonstances économiques monétaires mondiales et nous savons bien qu'il suffit qu'il se passe quelque part quelque chose dans le monde, auquel nous ne pouvons rien, pour que nous ayons un retour de balancier.
D'ailleurs, de ce point de vue, la question européenne est d'autant plus centrale, 70% de nos échanges se font à l'intérieur de l'Europe. La question de la consommation intérieure est celle qui nous garantit une croissance dans la durée, une croissance stable, une croissance forte, mais garantie et c'est seulement ce type de croissance qui peut jouer durablement sur l'emploi car quand la croissance n'est pas de longue durée stable et fiable, il n'y a pas un entrepreneur qui soit en situation d'investir fortement en se disant qu'il pourra raisonnablement le faire.
Nous avons besoin d'une croissance forte garantie, assise sur une consommation intérieure française et européenne majeure.
Or, nous n'avons pas encore pris de mesure qui consolide cette consommation intérieure ; ce ne sont pas les transferts CSG, etc., qui vont avoir un effet majeur.
Nous avons dans notre programme des piliers, qui étaient en particulier les bas salaires. Comme nous n'avons pas voulu faire distinguer la question du temps de travail, dont nous avons toujours pensé qu'elle se ferait par une loi du type loi de négociation, de la Conférence salariale, elle devait donc poser la question des bas salaires.
Comme nous n'avons pas voulu engager le débat sur ce terrain, nous sommes pris en biseau, en disant : on ne peut pas augmenter les minima sociaux...

Le président - Tu peux conclure...

Marie-Noëlle Lienemann - Je vais conclure ...outre les déficits, nous expliquons que ce serait défavorable par rapport aux petits salaires. Il faut revaloriser les bas salaires et les minima sociaux.

Nous avons les moyens budgétaires de le faire, nous avons des moyens financiers pour le faire.
Je donne plusieurs exemples : au lieu d'avoir dépensé de l'argent, comme je l'ai dit, pour les incitations fiscales, avec les 35 heures, on pouvait à prélèvement égal, changer la fiscalité et utiliser cet argent pour aider les minima sociaux.
Les 35 milliards que nous avons prélevés sur les grandes entreprises, au lieu d'aller combler les déficits publics pour entrer en trichant -l'Allemagne comme la France triche- sur les critères de Maastricht dans ce profil, feraient la moitié des 70 dont on nous parle aujourd'hui.
Il y a encore beaucoup de gisements financiers si l'on voulait réformer la fiscalité et je conclurai sur ce point : si nous ne faisons pas vite avant les cantonales un certain nombre d'annonces, qui seraient susceptibles de montrer qu'une redistribution majeure des richesses est engagée dans ce pays, même si nous demandons un peu de patience aux plus démunis, nous ne serons pas crus, car tout le monde sait qu'il n'y aura pas de relance de l'emploi dans ce pays sans une redistribution des richesses ; or, le temps presse.

Le président - Merci Marie-Noëlle.
Marie-Lise Lebranchu....

Marie-Lise Lebranchu

Je pense que ce n'est pas le lieu, Marie-Noëlle, pour que nous ayons un débat sur ce qui vient de se passer sur le programme de la Loi de Finances qui vient d'être voté. J'ai eu l'impression, moi, vivant cela à l'intérieur du gouvernement, qu'un certain nombre de réformes devront être engagées. En écoutant Marie-Noëlle qui part d'un constat de la réalité, j'ai l'impression qu'elle nous a présenté là un programme qu'on devait réaliser en trois semaines et qui pourraient prendre, a minima, 5 ans ou plus.
IL faut faire attention aussi à l'engagement des Socialistes, je crois l'avoir dit ici. Si nous parlons en campagne électorale aujourd'hui avec cet engagement fort, sincère, presque violent, Marie-Noëlle, mais très incantatoire en disant :"il faut, nous allons, et nous allons distribuer tout de suite de l'argent à ceux qui en ont le moins" j'ai l'impression qu'on va participer à quelque chose qui existe en France, qui est anormal, et qui est en partie sûrement une responsabilité collective : c'est un pessimisme constant que la France a plus de difficultés que les autres, qu'elle est en retard, à la remorque de l'Allemagne, à la remorque du dollar, etc.
Ce sont des discours que j'entends, moi, à l'Assemblée permanente des Chambres de commerce, des Chambres de Métiers, et des Unions patronales où j'ai en face de moi des gens qui disent "en France, on ne peut pas faire, parce que ..."
J'ai envie de répondre : "En France, on peut faire parce que ... on peut faire parce que nous sommes un pays riche. La croissance est là, même si elle n'est pas aussi forte que celle qu'on attend. A partir de cette croissance, que fait-on collectivement ?

Fondation Jean Jaurès

Collectivement, ce qu'on a proposé sur les systèmes fiscaux, à mon avis, sont déjà un pas important, y compris sur les systèmes sociaux. On vous propose de travailler ensemble à un certain nombre d'axes forts dont les 35 heures. Les 35 heures, c'est un dossier qui, en plus, il faut que vous le sachiez, après le tour de France des régions que nous avons faites, intéresse beaucoup plus qu'on ne pense les petites entreprises.
Il faut faire attention, et pourtant je les défends, je suis là pour cela à ne pas mettre en France deux trains d'entreprises : les très grandes qui pourraient tout faire, et les petites qui ne pourraient rien faire.
La majorité de nos petites entreprises ont des comptes équilibrés. Elles sont sur le marché intérieur mais elles ont de gros défauts qu'on les aide à corriger. Parmi les gros défauts, nous retrouvons les problèmes d'organisation du travail qui sont dus, à la fois, à l'isolement des chefs d'entreprises sur nos territoires, et aussi, il faut le dire, à l'absence des syndicats. Il n'y a pas de dialogue et pas d'échanges sur l'organisation du travail. Pour ne citer que le secteur du bâtiment , on estime globalement à 10 , à 15 points de marge, ce qui est perdu tous les ans en France dans ce secteur, faute d'organisation des chantiers.
On a à faire un effort particulier pour leur dire : "votre organisation du travail est mal utilisée." Martine Aubry expliquera cela mieux que moi demain matin. On met à disposition, dans tous les territoires, une aide de DRH que nous allons aider à mettre en place pour ces petites entreprises. Nous avons les moyens de les aider à se réorganiser. Elles sont sur le marché intérieur, n'ont pas de concurrence européenne et internationale. Il faut donc faire attention d'avoir un discours cohérent, surtout pour les petites entreprises qui sont en difficulté, car il ne faut pas les marginaliser plus qu'elles ne le sont aujourd'hui.
J'ai dit, lors de notre dernier Conseil national, que nous n'avions pas assez parlé aux petits commerçants, aux petits artisans, et aux entrepreneurs dans ce pays.
Nous avons eu la fâcheuse habitude de les ranger du côté du patronat, ou bien de les ranger du côté de ceux qui étaient incapables de parler du progrès social.
Nous avons plus d'alliés que nous le croyons dans ce secteur là.
Dans un débat sur les régionales, nous devons être fermes sur les 35 heures. SI nous avons choisi le seuil de 20 salariés, ce n'est pas parce qu'on les estime capables de faire. On estime que dans ce cas-là, il faut plus de temps. On sera à leurs côtés, et avec eux pour le faire plus vite. Si on était efficace tant sur l'explication que sur la mise en place de relais locaux, je suis persuadée qu'une grande partie d'entreprises de moins de 20 salariés vont s'engager dans les 35 heures. Tous les jours un certain nombre s'engagent et nous demande des aides virtuelles.
Je voudrais ajouter autre chose : nous partons dans une campagne des régionales. Dans ce débat, il faut aussi mettre tout le monde face à ses responsabilités. Si l'État fait un certain nombre de choses pour ces petites entreprises qui ont plus de 80% de salariés, l'État a été très engagé sur le débat,, sur la recherche de capitaux. Je vous rappelle quand même que tous, collectivement, sur vos impôts, vous payez des prêts bonifiés à l'ensemble des petites entreprises françaises. Tous collectivement, sur vos impôts, vous payez une aide directe à l'exportation et tous, collectivement, sur vos impôts, vous

allez payer pour que soient mises en place les plate-formes d'initiatives locales et les fonds de garantie.
Aujourd'hui le problème des petites entreprises françaises est un problème de non prise en charge par le grand patronat. Il faudra avoir un discours politique là-dessus. La majorité des petites entreprises tombent non pas quelques années après leur création mais tombent quand elles sont en croissance et viennent de trouver les marchés.
Quand elles trouvent les marchés, elles n'ont pas la trésorerie suffisante et se font racheter par des grandes qui rachètent le carnet de commandes, qui rachètent les étiquettes et qui, en général, ferment la structure localisé dans nos régions.
Mettons tout le monde face à ses responsabilités y compris la droite qui organise nos territoires. Dans la majorité des régions françaises, rien n'est fait pour que territoire, après territoire, on ait une organisation suffisante d'aides aux entreprises, que ce soit avec les Chambres de commerce, les Chambres de Métiers, les Unions patronales et les Régions.
On peut faire, si on le veut, un portage de l'ensemble des entreprises en les aidant à s'organiser, en les aidant à trouver de nouveaux marchés, en mettant à leur disposition par exemple des emplois jeunes régionaux.
Pourquoi les régions ne s'y mettraient pas ?
Sur l'accès aux techniques de communication, il n'y a pas de portage des petites entreprises sur nos territoires. Les aides qui sont proposées, dans la quasi majorité de nos régions, sont des aides à la création de grandes entreprises, des aides à l'investissement international. Ce sont quelquefois des aides à l'embauche des cadres supérieurs mais rien de direct n'est fait pour le tissu essentiel que sont nos petites entreprises.
C'est un problème politique, un problème de rapport de forces au niveau de notre Nation, qui parle au nom des entreprises.
Le CNPF ne sait pas ce qu'est une petite entreprise ? La CGPME essaie désespérément d'exister parce que le CNPF oublie un certain nombre de ses mandats et qu'il essaie d'équilibrer ce qui me semble dangereux sur le territoire. C'est ce qu'on appelle l'influence persistante.
J'ai dit lors du dernier Conseil national, et je le redis aujourd'hui : "mettons en place un système de discours politique suffisamment fort pour qu'aussi bien nos patrons de droite, de région aujourd'hui, se sentent plus responsables que nous, du fait que les petits commerçants et les petits artisans, que les petites entreprises, souvent un peu oubliées des grandes annonces d'aménagement du territoire, se rangent derrière la bannière de gens, au mieux du CID-UNATI, au pire du CDCA, ou encore du CDCAE.
Un grand nombre de leaders d'opinion importants se sont rangés derrière l'extrême droite. Il ne faut pas aller sur une grande incantation de la distribution Marie-Noëlle... même si c'est notre but collectif et commun.
Disons-leur aujourd'hui qu'avec ce que l'État a mis en place et ce qu'on a proposé, on aide à la réorganisation du travail. Avec ce que l'on propose, à l'aide, à l'accès aux capitaux et à la trésorerie, leurs leaders politiques régionaux et départementaux veulent bien s'y mettre avec leurs leaders consulaires et avec

les Unions Patronales, nous avons de quoi renforcer grandement les tissus des PME françaises.
C'est avec un langage de ce type, très responsable, que les salariés des petites entreprises , sont inquiets aujourd'hui, objectivement, des 35 heures, parce qu'on leur affirme tous les jours qu'on va déposer le bilan dans les entreprises de moins de 20 salariés. Ces salariés ne sont peut-être pas tout à fait avec nous aujourd'hui parce qu'ils ne voient pas ce qu'on met à côté pour soutenir les petites entreprises françaises.
Il faut avoir un discours cohérent. Les 35 heures, c'est possible dans les petites entreprises à condition qu'on puisse les aider sur l'organisation du travail et à condition qu'on arrête de penser collectivement que l'innovation technologique, c'est la grande entreprise, les grands chercheurs, et que l'innovation c'est tous les jours, la recherche de nouveaux marchés : l'emballage, etc.
Si nous avons ce langage collectif au moment des Régionales et si nous pouvons expliquer que le territoire est le troisième facteur de l'économie française - le premier étant le capital, le second le travail, on sait tous en parler et que si les territoires s'organisent grâce à des régions soucieuses enfin de la réalité de leurs tissus économiques, eh bien le troisième pilier sera mis en place et les petites entreprises françaises auront plus de chances, sinon beaucoup de chances, de se développer.
Le débat politique est là. C'est ce langage qui risque d'être entendu. Nous aurons, avec nous, des chefs d'entreprises qui seront très proches du souci de la majorité des salariés français.
Nous aurons, avec nous, des élus, qui se sentiront calés sur un rythme régional. Ce n'est pas seulement faire un effet d'affichage mais c'est avoir, devant soi, un vrai travail d'organisation des territoires en France.

Le président - Merci. La parole est à Emmanuel Morel.

Emmanuel Morel

Chers camarades, avec le mouvement des chômeurs, la France découvre ce qu'elle savait déjà : des millions de français sont privés d'emplois, des millions de Français vivent dans la précarité, et des millions de français risquent de les rejoindre.
Et oui, nous devons, avec force, rappeler notre solidarité envers ces personnes-là, victimes d'un système économique par nature injuste, chose que nous avons tendance à rappeler souvent quand nous sommes dans l'opposition et plus rarement quand nous sommes aux responsabilités.
Ceux qui aujourd'hui occupent les ASSEDIC ont raison de proclamer l'état d'urgence. La réponse à cette urgence ne passe pas seulement, même si cela est souhaitable, par un relèvement des minima sociaux ou par des mesures conjoncturelles.
Elles sont bien sûr nécessaires pour rendre moins difficiles les situations de détresse.
Elles ne reflètent en rien le problème structurel du chômage et de la précarité. Ce que les français attendent, de la gauche plurielle aux responsabilités, c'est une

stratégie globale et cohérente, contre le chômage, une lutte efficace et résolue pour l'emploi.
L'action du gouvernement Jospin va évidemment dans ce sens. La conférence du 10 octobre , et ses conclusions, ont témoigné d'un souci manifeste de mettre en œuvre une politique volontariste de l'emploi : autour de deux projets principaux, les emplois jeunes, et la loi sur les 35 heures, avec une date butoir : l'engagement du maintien des salaires, et une réduction généralisée.
C'est à l'aune de ces résultats que nous allons être jugés et c'est là-dessus, et seulement là-dessus que nous serons jugés.
La réussite de la réduction du temps de travail est un impératif économique et social. Dès lors notre devoir de militant politique est de pointer les insuffisances du projet de loi Aubry qui bien sûr, là aussi, va dans le bon sens mais qui peut et doit être amélioré.
Nous devons viser l'efficacité maximale en matière de création d'emplois. Cet objectif est conciliable avec une plus grande protection des salariés. N'en déplaise aux Libéraux, les deux vont de pair. C'est pourquoi la gauche doit être vigilante en matière d'organisation du travail.
François Hollande l'a rappelé tout à l'heure : la droite et le patronat opposent toujours durée du travail et droit du travail. Ce n'est pas notre cas. L'offensive actuelle a pour but d'accréditer l'idée que toute réduction du travail implique une contrepartie : celle de la flexibilité. En dépit de ce que prétend le CNPF, la mise en œuvre généralisée de la flexibilité ne créera pas d'emplois. Cela n'aboutira qu'à l'intensification du travail.
Il y a donc une contradiction majeure, et il faut le dire très clairement, entre nous, entre la flexibilité, et la diminution du chômage.
En pressurant davantage les salariés, l'entreprise s'autorise à ne pas augmenter ses capacités de production, à ne pas investir, et à ne pas embaucher.
En outre, et c'est évidemment aussi important, nous connaissons bien les répercussions qu'aurait la flexibilité sur les conditions de vie des salariés pour les moins qualifiés d'entre eux, sans améliorer la sécurité de leurs emplois. Elle aboutit toujours à subordonner leurs horaires, leur vie familiale et leurs loisirs, aux fluctuations erratiques de la demande.
IL faut le dire avec force, car dans le domaine de l'emploi, il n'y a pas de réussite anglo-saxonne, pas plus qu'il n'y a de miracles hollandais.
Le taux de chômage américain est certes faible mais les "working pool", ces travailleurs qui font 50 heures par semaine payés à moins de 3 000 F par mois, sont légion aux États-Unis.
De même, aux Pays-Bas, plus de 40% des salariés travaillent à temps partiel. Nous ne voulons pas de ce modèle social là et je pense que les Français, les citoyens français, n'en veulent pas non plus.
Conscients de ces réalités, nous pourrons réussir la réduction du temps de travail.
Il est possible d'améliorer le dispositif prévu par la loi Aubry en fixant un cadre suffisamment contraignant pour permettre une négociation équilibrée entre partenaires sociaux. Nous devons revenir sur les dispositions de la loi

quinquennale votée sous Balladur, sur le recours aux heures supplémentaires dont le principe va à l'encontre de la création d'emplois.
On peut, par exemple, réduire le contingent annuel autorisé ou majorer substantiellement leur rémunération. Il faudra que la Gauche mette un terme au temps partiel subi en supprimant les incitations financières accordées au patronat .
Nous voulons une réduction du temps de travail efficace et juste. C'est pourquoi nous devons créer les conditions d'une négociation qui soit favorable au monde du travail. C'est notre rôle de militants et d'élus de gauche tous ensemble, mouvement de chômeurs (j'insiste là-dessus), syndicats, partis politiques, parlementaires, élus , nous devons mobiliser pour réussir les 35 heures.
(Applaudissements)

Le président - Merci Emmanuel.
Gaëtan Gorce.

Gaëtan Gorce

Merci Alain.
Mes chers camarades, la situation économique et sociale, depuis quelques semaines, s'est un peu tendue. Ce Conseil national intervient à point nommé pour nous permettre d'évoquer cette situation.
Je voudrais dire quelques mots sur cet aspect des choses qui nous concerne naturellement tous d'un point de vue politique et d'un point de vue social.
Je crois que nous sommes, face à cette situation, confrontés à une double nécessité. Je crois qu'il nous faut rééquilibrer et, sans doute, réajuster notre appréciation de ce mouvement.
Nul ne peut douter aujourd'hui de la volonté du gouvernement d'apporter des solutions aux questions qui ont été soulevées par le mouvement des chômeurs. Lionel Jospin a montré une capacité d'écoute en recevant les associations de chômeurs, de réponse en débloquant des mesures d'urgence qui sont significatives, en accélérant la mise en place de la loi sur l'exclusion et en confiant une missions préparatoire à Mme Jouin Lambert.
Mais si cette capacité n'obtient pas tout l'écho attendu, c'est peut-être parce que nous avons, à l'origine, eu quelques difficultés pour apprécier non pas l'ampleur, mais la nature et la signification de ce mouvement lui-même.
Opposer le mouvement des chômeurs, qui traduit une exigence sociale, à nos objectifs économiques, ce serait, non seulement, prendre sur nous les responsabilités d'une situation qui ne nous incombe pas, mais ce serait aussi prendre le risque d'entrer dans l'engrenage que nous avons réussi à éviter jusqu'à maintenant, sinon du discours de la pensée unique, du moins du discours sur la seule politique possible.
Ne perdons pas de vue que la Gauche de la fin des années 1990 n'est plus celle des années 1980. Les événements politiques et économiques de la décennie écoulée l'ont changée, l'ont mûrie. Elle est devenue plus réaliste sans doute, elle aussi, plus exigeante et si elle n'attend pas de nous de rupture, elle attend de

Fondation Jean-Jaurès

nous une intelligence des situations, une prise en compte des réalités par le débat, par le dialogue et la concertation.
Ce mouvement des chômeurs n'est pas sans rapport, même s'il y a naturellement de grandes différences, avec celui de décembre 1995, il faut que nous en ayons conscience. Il figure, d'une certaine manière, une remise en cause d'un ordre économique et social et, surtout, d'un discours ignorant les contradictions réelles de notre société avec laquelle nous devons nous trouver normalement en sympathie.
Si l'opinion, et en particulier l'opinion de Gauche, nous reste acquise, elle reste néanmoins indécise face aux grands enjeux comme l'emploi et comme l'Europe. Elle attend de nous à la fois que nous sachions montrer une direction, mais que nous sachions aussi prendre en compte ses interrogations.
La seconde nécessité à laquelle nous sommes confrontés, me semble-t-il, sur le plan politique, c'est d'organiser la contre attaque contre la droite.
Il est quand même paradoxal qu'un gouvernement, une majorité en place depuis à peine sept mois, se voient imputer la responsabilité d'une situation économique et sociale qui est le résultat de la politique suivie par la droite pendant quatre ans. C'est au Parti, c'est à nous de rappeler qu'entre 1993 et 1997, le chômage de longue durée a augmenté de 400 000 personnes, de rappeler que ni Balladur, ni Juppé n'ont revalorisé les minima sociaux, de rappeler que c'est cette même droite qui mène aujourd'hui une bataille acharnée contre les 35 heures alors que nous savons que cette réduction du temps de travail peut créer de l'emploi sauf si, naturellement, elle se traduit par un blocage économique et un blocage social. Or, c'est très exactement la carte que joue l'opposition.
Le Parti doit à mon sens s'engager plus fermement dans cette bataille politique. N'oublions jamais que le combat politique se gagne sur le terrain politique et que les meilleures mesures techniques ne peuvent avoir aucun impact ni aucun écho si elles ne sont pas comprises, mises en cohérence avec un discours et un projet d'ensemble.
Ce combat politique se gagnera sur l'emploi, nous en aurons la démonstration cette semaine et dans les jours qui suivront. Il se gagnera aussi , de mon point de vue, sur la prise en compte de trois grandes préoccupations.
La première concerne les conditions de l'exercice du pouvoir. Les expériences passées, celle de 1981, celle de 1988 nous ont appris en effet que le délais est plus ou moins long au terme duquel l'énergie réformatrice peut laisser la place à une reprise en mains technocratique. L'éviter suppose que chacun soit appelé à jouer pleinement son rôle plutôt qu'invité peut-être à la discipline. Le calendrier doit être soumis à délibération des formations et des groupes de la majorité, l'arbitrage réservé à l'échelon des Ministres et du Premier Ministre et non des cabinets. C'est la méthode suivie avec succès jusqu'à maintenant , c'est la méthode à laquelle il ne faut pas renoncer, sauf à en prendre le risque, sous peine de perdre la confiance de l'opinion.
La seconde grande préoccupation me semble concerner la place du parlement. La primauté, qui est liée à nos institutions, absolue de l'exécutif étouffe le débat, étiole l'initiative parlementaire et peut décourager l'engagement des élus. Des

progrès sensibles ont été réalisés ces six derniers mois dans le travail entre parlement et gouvernement notamment dans la préparation des grands textes, mais la bonne volonté , si elle est importante, peut ne pas être suffisante si elle ne s'accompagne pas de changements profonds dans les pratiques et dans les textes.
Un rééquilibrage des pouvoirs entre l'exécutif et le parlement est indispensable si l'on veut revivifier notre démocratie.
Quarante ans après sa fondation, nous aurons l'occasion d'y revenir à l'automne, la République doit être dans ses institutions comme dans ses procédures, renouvelée.
C'est aussi un combat que la gauche doit continuer à mener.
Troisième préoccupation, j'en terminerai par là, la préparation du grand saut européen.
Plus la France s'ouvre aux autres, plus la France s'ouvre à l'Europe, plus elle doit être elle-même, ce qui suppose un véritable projet national de développement qui vise à accompagner notamment la mise en œuvre de l'Euro qui commencera dès le printemps.
Le choix de la construction européenne est, à mon sens, indissociable d'un projet national qui ne confonde pas ouverture et extraversion. Contrairement à un certain discours dominant, l'État à ce stade, peut et doit encore jouer un rôle. Construire l'Europe suppose ainsi que nous sachions garder la maîtrise de notre système productif. Y a-t-il une fatalité à ce que l'investissement français à l'étranger ait été au cours des dix dernières années en forte hausse alors qu'il a stagné dans notre pays même entraînant des cohortes de licenciements ?
Est-il normal que l'on ait laissé notre tissu de PME (Marilyse Lebranchu vient de l'aborder) fragilisé par une demande intérieure stagnante ? Est-il acceptable que ce réseau, le seul qui soit créateur d'emplois et le plus innovant, continue de passer sous le contrôle de groupes étrangers au point que ceux-ci contrôlent aujourd'hui près de la moitié du marché intérieur ?
Pouvons nous accepter en fait que notre économie produise de la richesse à l'extérieur et la pauvreté à l'intérieur ? Notre volonté est et doit rester de changer de perspectives : faire de notre territoire national un lieu d'innovation, de création d'emplois qualifiés en relançant notamment une politique vigoureuse et décentralisée de la recherche en développant une démarche de construction de territoire, organisée autour de projets communs de développement, en faisant enfin de l'aide aux PMI-PME l'axe de notre politique industrielle.
Une méthode de gouvernement rénovée qui garantisse la primauté du politique sur la technocratie, une démocratie rééquilibrée au profit des délibérations publiques, une économie remise au service de l'emploi et du développement du territoire, tels sont les trois axes autour desquels développer notre projet politique en conciliant exigence d'ouverture et identité nationale , exigence d'efficacité et pluralisme de la gauche et de la société et à partir desquels mobiliser autour de Lionel Jospin notre majorité.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gaëtan.

George Pau-Langevin. Je vous demanderai de bien vouloir vous asseoir, il reste trois intervenants, ce sera plus agréable pour eux de voir une salle où les camarades sont assis.

Georges Pau-Langevin

Chers camarades, je pense que la plupart d'entre vous sont concernés par l'échéance du 15 mars, mais j'ai plutôt envie de vous parler de celle du 27 avril, non pas parce que j'ai été dispensée du 15 mars, mais parce que celle du 27 avril me semble extrêmement importante.

Nous savons bien, et on s'en est rendu compte, qu'il n'est pas facile, aujourd'hui, de parler de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, sans doute parce que la société française est encore très sensible en fait à ce phénomène du passé, et je crois que, véritablement, on s'en tire souvent par le silence.

J'ai toutefois le sentiment que ce serait quelque chose de grave que cette commémoration n'ait pas le lustre qu'elle doit avoir ou qu'elle aurait dû avoir. Ne serait-ce que parce que, me semble-t-il, les descendants de ceux qui ont connu cette situation attendent de la société française qu'elle fasse une introspection et qu'elle leur dise quelque chose.

Il me semble que rester dans une situation où la commémoration de l'abolition de l'esclavage serait essentiellement le fait des personnes concernées - enfin c'est une manière de parler - ce serait une erreur.

Autrement dit, cela ne doit pas être uniquement des initiatives qui viennent principalement des originaires d'Outre-mer. Il me semble que c'est le moment pour la société dans son ensemble d'en parler et d'y réfléchir.

Alors, bien évidemment, je crois qu'on attend un discours non pas de repentance puisque ce n'est pas cela, mais un discours de compréhension à l'égard des souffrances endurées. Cela, c'est une chose acquise.

Il me semble, toutefois, que ce qui s'est passé à ce moment-là a surtout un intérêt pédagogique pour les grands enjeux de la France d'aujourd'hui, et qu'il serait regrettable que les politiques, les responsables, et notamment les responsables de gauche ne saisissent pas cette occasion pour pouvoir reprendre et rééclairer, à la lumière de ce qui s'est passé autrefois, les considérations ou les inquiétudes que nous avons aujourd'hui.

D'une part, il me semble qu'il y a un point quand même fort, c'est que durant toutes les années où ont duré les contestations autour de l'abolition ou pas, se sont toujours affrontés ceux qui mettaient en avant les droits de l'homme et ceux qui mettaient en avant l'économie. Là encore, on s'aperçoit que ceux qui ont voulu que l'économie tienne compte de la primauté des droits de l'homme, c'était ceux-là qui, sur le long terme, ont eu raison.

Je crois aussi que la société française n'a pas à rougir de la manière dont finalement, même un peu tard, elle a réglé ce problème, si on considère ce qui s'est passé dans d'autres sociétés.

Je crois que cela nous donne une clé pour les débats d'aujourd'hui en ce qui concerne les problèmes d'intégration parce qu'il faut bien se dire que, dès le lendemain de l'abolition, il y a eu une option qui a été prise, qui a été celle de

l'égalité de droits entre les anciens esclaves, en tout cas de tendre vers l'égalité de droits entre les anciens esclaves et les autres. Par conséquent, dès 1848, un ancien esclave a pu rentrer à l'Assemblée Nationale et être traité à égalité.
Je crois qu'aujourd'hui ceux qui viennent nous parler de gens qui seraient inassimilables, ceux-là ne connaissent pas l'Histoire de France, et on voit bien que finalement le pari de la citoyenneté qui a été fait à ce moment-là a été ce qui a permis à notre société de surmonter les drames du passé.
Donc il me semble que pour le 27 avril, même si pour l'instant vous avez, les uns et les autres, beaucoup de choses à mettre sur pied pour les élections, il serait important que, dans les municipalités, dans les régions ou dans les communes de France, les élus de Gauche prennent un maximum d'initiatives de façon à ce que cela ne reste pas quelque chose qui soit confidentiel et honteux, mais que ce soit un moment important où on puisse voir comment la société française peut surmonter un certain nombre de dérives et comment, en optant pour le maintien des grands principes, elle a eu infiniment raison.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Pascale Le Néouannic.

Pascale Le Néouannic

Une réunion Socialiste ne serait pas vraiment une réunion Socialiste si on ne parlait pas un peu de nous comme personne ne l'a fait avant.
Je vais peut-être profiter de cette tribune pour rappeler deux ou trois choses et rappeler quelques questions.
Hier, la fédération de la Haute-Loire a reçu un fax annonçant l'état des accords signés avec nos partenaires avec les Verts et avec les Communistes. C'est ce qu'on a vu au Bureau national. Les Verts ont la tête de liste, les Communistes ont la troisième place.
Surprise dans ce fax : le 4ème, qui est en fait le 2ème Socialiste, a été changé sur, soi-disant, décision du Bureau national.
Au dernier Bureau national, nous n'avons jamais parlé de cela ! Et une fois de plus, c'est une femme qui sort, pour être remplacée par un camarade qui, je n'en doute pas, est certainement qualifié pour être candidat sur cette liste, mais qui n'a été candidat à aucun moment dans les étapes internes au sein de sa fédération.
Premier élément.
Deuxième élément, deuxième particularité : on a quand même l'impression depuis quelques jours qu'il se passe quelque chose. A la dernière commission, on avait eu des bruits, donc on avait posé la question, via Isabelle Thomas, en demandant : "Vous n'auriez pas reçu le Premier fédéral de la Haute-Loire ?" On nous avait répondu : chut ! On vous en reparlera...
Résultat : la fédération a des nouvelles, et nous n'avons pas de nouvelles ! Je trouve que le procédé est assez grossier.
La façon dont se sont traitées les discussions à l'intérieur des fédérations concernant les listes a été double :

Fondation Jean-Jaurès

- quand il s'agissait de rattraper, sur des questions politiques, la représentativité des sensibilités, des courants dans ce Parti, il n'y avait jamais de place ;
- quand il s'agit de remettre quelqu'un dans une liste au détriment justement d'une de ces sensibilités, il n'y a jamais de problème !
Moi, je voudrais poser une question : comme le dépôt des listes est le 7 février, si chaque semaine une minorité de ce parti perd un de ses candidats peut-être en position éligible, est-ce que vous pensez que vous arriverez, à la fin du concours, à nous en laisser un ou deux ?
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Gilles Catoire, dernier intervenant.

Gilles Catoire

Chers camarades, lors de la Convention nationale de La Villette, j'avais attiré l'attention sur le risque d'effet pervers que pouvaient avoir les emplois-jeunes (et pourtant, j'étais pour les emplois-jeunes) sur les chômeurs, et j'avais dit qu'il fallait absolument équilibrer notre programme.
Dès le mois de septembre, un certain nombre d'élus, sur le terrain, dans nos permanences, ont reçu beaucoup de chômeurs et souvent des plus de 30 ans qui venaient nous voir avec leur carte d'électeur timbrée : et nous ? Et nous ? Qu'est-ce qu'on va faire pour nous ?
Je crois que le mouvement était prévisible.
Il se trouve que j'y suis particulièrement sensible dans ma commune où j'ai les leaders nationaux des deux mouvements de chômeurs, Maurice Pagat (?) et le leader du Mouvement national des chômeurs, et j'ai eu la chance, au mois de mai, de subventionner un voyage de chômeurs à Amsterdam pour une manifestation, ce qui m'a permis d'avoir des contacts, de ne pas être occupé et de dialoguer avec les chômeurs.
Je vous assure qu'il y a des problèmes matériels, nationaux, et d'ailleurs, dans les communes, beaucoup d'entre nous avons débloqué des crédits d'urgence, saisi les Conseils généraux. Mais il n'y a pas que cela, il n'y a pas que les aides matérielles, il y a, je crois, un besoin affectif, un besoin de contact et peut-être que si, partout, au lieu d'attendre d'être occupé, on avait fait des journées "portes ouvertes", si on avait ouvert nos mairies, nos permanences, en disant : "Venez nous voir", on n'en serait pas arrivé là. Je crois qu'à part les groupes que l'on connaît, qui manipulent les chômeurs dans certains cas (mais la majorité n'est pas manipulée, je pense que ce serait une erreur de le croire), ils ont besoin (et ce sont souvent nos électeurs, parfois nos militants... on a même des élus Socialistes qui sont aussi chômeurs, cela arrive) ils ont besoin de contact. Je crois qu'il y a un énorme déficit affectif par rapport au Parti Socialiste.
En fait, on pouvait le sentir dès le 1er janvier. Les stations de sports d'hiver étaient pleines, les restaurants aussi, mes commerçants m'annonçaient 15%, 20% de plus, pour les traiteurs et charcutiers cela marchait très bien, pour les grands magasins aussi, donc la France consomme, la France vit bien, dans ma commune j'ai la chance d'avoir le siège de L'Oréal, où il y a un accord de 32

Fondation Jean Jaurès

heures dans les usines qui vient d'être passé, on me dit qu'ils ont gagné un fric fou en faisant cet accord (sans création d'emplois, je le précise), que cela a procuré un gain de productivité, que c'est très rentable pour l'entreprise, donc d'un côté on a cette France, et de l'autre, effectivement, ces chômeurs, avec des situations atroces.

Alors, on a fait des groupes de travail. Par exemple, chez nous, les chômeurs ne viennent pas occuper, mais ils viennent sur le site Internet, on a déjà introduit 800 CV de chômeurs sur notre site Internet, ce sont eux-mêmes qui les introduisent et les entreprises les consultent ; il vaut mieux qu'ils fassent cela que d'occuper, c'est un travail concret.

Dans le même temps, sur les emplois-jeunes, ne vous faites pas d'illusion. Je ne sais pas si je pourrai le redire demain à Martine Aubry, mais j'ai eu la première réunion hier chez le Préfet et il n'y a que deux communes dans le Département des Hauts-de-Seine qui ont créé des emplois-jeunes (on en a recruté 13 et 40), et ce n'est pas le seul Département où les choses se passent comme cela. En dehors du coup de force, que je salue, de Allègre dans les rectorats, il n'y a pas d'autres emplois-jeunes qui ont été créés. Il faut que le gouvernement le sache. C'est contre-performant pour nous, et si les choses continuent comme cela il n'y aura pas de jeunes embauchés avant les élections du 15 mars. Je crois qu'il faut le dire, le redire, et que le Parti le dise au gouvernement.

En même temps, je crois que les chômeurs attendent beaucoup du Parti Socialiste et, demain soir, je me suis engagé à leur faire un compte rendu du Conseil national et de la journée de demain, avec une petite fête...

C'est vrai qu'il y a une reprise économique et qu'on voit croître les entreprises, mais sans création d'emplois ; on le constate à travers toute une série d'indicateurs actuellement.

Au-delà, je crois que nous devons réfléchir sur notre Parti (je n'aborderai pas les problèmes de listes) en prenant un petit peu de recul.

Dans les partis sociaux-démocrates, on met vingt ans à former les gens pour avoir des candidats ouvriers ou populaires. Moi, je suis pour la rénovation, mais c'est un peu comme à l'ENA où vous avez un concours externe et un concours interne. Il est heureux qu'il y ait un concours externe (sinon on reviendrait à la SFIO) qui permet d'avoir des éléments brillants, actifs, qui puissent accéder aux postes de responsabilité élective, mais il n'y a plus de concours interne, plus de filières de promotion de gens d'origine populaire dans le Parti Socialiste, sauf dans quelques Départements traditionnels. Si l'on veut effectivement avoir des chômeurs, si l'on veut avoir les milieux populaires, si l'on veut lutter contre le populisme de droite, je ne propose pas qu'on fasse réintégrer chez nous Bernard Tapie (ce n'est pas la solution, mais cela a marqué un manque à cette époque aussi), je crois que le Parti Socialiste par son organisation, son expression (et je ne mets pas du tout en cause la direction, je crois qu'elle fait son travail) doit (on l'a vu aussi avec les camionneurs, d'une certains façon) trouver un moyen de se faire entendre des milieux populaires. Le Premier Ministre le fait en tant que Premier Ministre, certains membres du gouvernement le font, mais je crois qu'il faut encore le faire davantage et que, pour les élections du 15 mars, il doit beaucoup réfléchir à la façon de se faire entendre de ces milieux populaires.

Pour gagner, il faut l'alliance des classes moyennes intellectuellement supérieures et des milieux populaires. Ce sont les deux jambes du Parti Socialiste. Je crois qu'il y en a une qui marche très bien, et même vite, mais je crois qu'il faut se rattraper avec l'autre et donner à notre Parti une orientation plus populaire dans son programme.
Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit au dernier Conseil national concernant la sécurité, mais les médias parlent des chômeurs alors qu'actuellement, dans les cités (ma commune n'est pas à feu et à sang, rassurez-vous), la situation se tend, justement parce que ces jeunes-là n'iront pas sur les emplois-jeunes, qui sont plutôt des emplois profilés intellectuels, il faut bien le dire. Donc la situation se tend dans les cités actuellement, les problèmes d'insécurité augmentent et même si le gouvernement a fait, là aussi, des annonces, je ne sais pas si cela aura des effets avant le 15 mars.
Ce que je voudrais dire, c'est qu'on a beaucoup parlé de places éligibles. Je souhaite qu'on ne se soit pas trompé et qu'on puisse gagner (il faut être optimiste quand on engage un combat), mais peut-être que la grille des places éligibles n'est plus la même aujourd'hui que ce qu'elle était hier.
Et enfin, dernier point, j'étais hier au conseil de la FNESER où le souhait unanime des élus était qu'on n'écrase pas les élections cantonales au profit des régionales. En effet, le scrutin majoritaire nous a souvent été plus favorable que le scrutin proportionnel et peut-être que les résultats que l'on engrangera aux cantonales, on sera bien content de les décompter par rapport à ceux des régionales. Donc, il faut réhabiliter les élections cantonales dans la campagne et c'est là un point de vue partagé par beaucoup d'élus.
(Applaudissements)

Le président - Il semblerait que dans l'ensemble des interventions, il y a un problème qui a été soulevé : la Haute-Loire. François Rebsamen va en dire un mot, et nous allons conclure nos travaux.

François Rebsamen

Pour reprendre les choses où on en était ce matin avec les Premiers Secrétaires fédéraux, je voudrais dire que, dans le cadre des négociations avec nos partenaires et afin d'éviter, ici ou là, qu'apparaissent des listes séparées, des listes dissidentes, nous avons essayé, avec nos fédérations, de rassembler le maximum les Socialistes.
Un certain nombre d'annonces ont été faites aux fédérations. Nous sommes en liaison avec elles et nous traiterons tous les problèmes au bureau mardi soir.
Voilà ce que je voulais vous dire.

Le président - Merci François.
S'il n'y a plus d'intervention, nous allons conclure nos travaux.
A la lumière des interventions des uns et des autres, je considère que la stratégie et les accords que nous avons passés jeudi dernier avec nos partenaires sont actés par le Conseil national.

Je demande au Conseil national de mandater le Bureau national pour faire les ajustements dans les jours qui viennent avec les quelques fédérations où nous avons encore un certain nombre de discussions à mener. Cela a été évoqué ce matin à la réunion des Premiers Secrétaires fédéraux. Et c'est le Bureau national, la semaine prochaine, qui fera ces derniers ajustements.
Je vous invite à venir nombreux demain à 10 heures ici même avec les Secrétaires de sections et nos têtes de listes régionales.
Très bonne soirée ! Merci !

Coll. Fondation Jean-Jaurès